

*Industrie, Sciences et Technologie*

vivent ailleurs que dans leur province parce qu'ils n'y trouvent pas d'emploi.

Réduire les budgets des programmes de développement régional comme les EDER est une tragédie pour les Canadiens de ces régions. C'est aussi un simulacre pour tous les Canadiens sensés, car si nous voulons une économie forte, il nous faut des régions fortes. Notre économie nationale ne pourra jamais être plus forte que l'économie de la plus démunie de nos régions. Notre population active ne pourra jamais être plus forte que le plus démuné des Canadiens. Si nous nous engageons à renforcer notre économie, monsieur le ministre, il faut dégager les fonds nécessaires pour faire bouger les choses. Les agences qui ont été soustraites à votre responsabilité et qui échappent donc au vaste mandat que vous avez. . .

• (1200)

**Le président suppléant (M. Paproski):** À l'ordre, s'il vous plaît. J'aimerais que le député s'adresse à la présidence.

**M. Peterson:** Je m'en ferai un plaisir, monsieur le Président.

Un tiers du milliard et demi de dollars que l'Agence des perspectives économiques du Canada atlantique devait dépenser en cinq ans a disparu au cours des huit mois qui ont précédé les dernières élections. Comment pouvons-nous espérer avoir une politique de développement industriel pour l'ensemble du Canada si les fonds qui y sont consacrés ne relèvent pas de la compétence du ministre qui doit favoriser le développement économique de l'ensemble du Canada?

Par exemple, le ministre responsable du fonds de diversification de l'économie de l'Ouest est le ministre d'État chargé des Céréales (M. Mayer). Le ministre responsable de l'Agence des perspectives économiques du Canada atlantique est le ministre des Travaux publics (M. MacKay). Autant de fonds et d'agences qui échappent au ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie dont la mission est de favoriser le développement industriel de l'ensemble du Canada.

Lorsque l'on voit des ministères faire passer leurs subventions de 1.3 milliard de dollars à 250 millions, comme l'annonçaient hier des fonctionnaires du ministère de l'Expansion industrielle régionale, il y a tout lieu de

s'inquiéter. C'est un autre exemple frappant des vains discours du gouvernement.

Les chiffres qui nous sont présentés auront certainement été tripotés. Ils vont dire qu'ils ont réduit de plus de 60 p. 100 les fonds accordés au ministre, mais qu'ils ont donné cet argent aux régions. Avant de se rendre au sommet économique de Venise, le premier ministre (M. Mulroney) a annoncé que l'Agence de promotion économique du Canada atlantique recevrait de nouveaux fonds s'élevant à la jolie somme de 200 millions de dollars par an. Nous allons surveiller tout cela de très près pour nous assurer que cet argent ne sera pas subtilisé par le Cabinet du ministre.

Examinons la question de l'adaptation des industries dans la foulée de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. Bien avant la signature de l'accord, le Conseil économique du Canada, la Banque de Nouvelle-Écosse et d'autres intéressés nous ont avertis que l'accord allait faire beaucoup de tort à de nombreuses industries canadiennes, dont celles des textiles, des chaussures et des vêtements, des meubles et appareils ménagers, du conditionnement des aliments, des pièces automobiles et du matériel électrique et électronique. On a prévu la nécessité de restructurer les industries et d'adapter les travailleurs bien avant la signature de l'accord.

La Commission Macdonald a dit ce qui suit:

Une entente de libre-échange doit contenir des dispositions explicites qui reflètent les coûts d'ajustement proportionnellement supérieurs qui incomberont aux Canadiens. Étant donné que les investisseurs, les travailleurs et les gestionnaires commenceront à planifier leurs stratégies d'adaptation avant la conclusion d'une entente définitive, il est essentiel de mettre au point dans les meilleurs délais un programme global d'aide à l'adaptation.

Le gouvernement a-t-il mis en oeuvre une des recommandations visant à faciliter l'adaptation?

Le 24 novembre 1988, le premier ministre a dit ceci:

Je signale aux Canadiens que nous veillerons à ce que des programmes d'adaptation et de recyclage originaux et généreux soient instaurés et à ce que l'on accorde la priorité absolue au bien-être du travailleur canadien et de sa famille lorsque c'est nécessaire.

Jusqu'à présent, il n'a pas encore joint le geste à la parole.

Le ministre a passé sous silence la situation dramatique des nombreux travailleurs qui perdent leur emploi. Je pourrais passer la liste en revue, mais jusqu'à présent, nous avons probablement perdu de 4 000 à 5 000 emplois au Canada à cause de l'Accord de libre-échange.